

## PROMÉTHÉE MALGRÉ LUI : LE PROLÉTARIAT OBJET DE RÉFORMES ET SUJET DE L'HISTOIRE, 1870-1914

Romain Ducoulombier

Presses de Sciences Po | *Histoire@Politique*

2011/1 - n°13  
pages 5 à 16

ISSN 1954-3670

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2011-1-page-5.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Ducoulombier Romain, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique*, 2011/1 n°13, p. 5-16. DOI : 10.3917/hp.013.0002  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

## **Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914**

**Romain Ducoulombier**

Quand la classe ouvrière est-elle devenue le sujet de l'histoire ? À cette question à la fois simple et centrale, l'historiographie du mouvement ouvrier n'offre encore aucune réponse satisfaisante. Elle s'accorde à peu près, pourtant, sur le moment où la classe ouvrière est (re)devenue une « classe-objet<sup>1</sup> » : dans les années 1970, les transformations des démocraties occidentales, le démantèlement progressif du système de sens communiste, les mutations du travail salarié sont des signes du retournement symbolique dont la condition ouvrière est la victime. Mais le processus d'élection historique de la classe ouvrière demeure opaque et ne saurait être réduit à la diffusion réussie du décret philosophique marxiste. Les mémoires d'organisations politiques qui se sont affrontées, avant comme après 1914, pour le contrôle de l'étiquette « révolutionnaire » ont diffracté l'histoire d'un mouvement ouvrier qu'il faut ressaisir dans sa longue durée.

Alors que fermente une nouvelle histoire du mouvement ouvrier dont les objets et les méthodes se transforment<sup>2</sup> – qu'il s'agisse de l'attention portée aux transferts conceptuels<sup>3</sup>, aux conflits mémoriels<sup>4</sup>, aux usages populaires du politique<sup>5</sup>, aux logiques de l'enracinement partisan<sup>6</sup>, aux entrées et aux sorties de socialisme ou de

<sup>1</sup> Stéphane Béaud, Marcel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999. Voir également Bernard Pudal, *Un Monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Broissieux, Éditions du croquant, 2009.

<sup>2</sup> Sur le renouvellement de l'historiographie du socialisme en général, voir en particulier Pascale Goetschel, Gilles Morin, « Le parti socialiste en France. Approches renouvelées d'un mouvement séculaire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 97, 2007, p. 3-9, ainsi que les divers articles de ce numéro. On pourra également se reporter aux actes du colloque « Qu'est devenue l'histoire du socialisme ? Hommage à Madeleine Rebérioux », 5-6 février 2009, organisé par les *Cahiers Jaurès* et dont les actes ont été publiés en plusieurs brochures par la Fondation Jean-Jaurès. L'historiographie du mouvement ouvrier reste très fortement clivée. Les notes ci-après ne sont qu'indicatives de ce renouvellement.

<sup>3</sup> Inspirée par les travaux séminaux de Michel Espagne en France, à partir de Michel Espagne, Michaël Werner (dir.), *Transferts. Les relations interculturelles dans l'espace franco-allemand, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions Recherches sur les Civilisations, 1988.

<sup>4</sup> Rémi Darfeuill, *La Mémoire du mitterrandisme au sein du Parti socialiste*, Paris, Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n° 34, 2003 ; Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994.

<sup>5</sup> Michel Offerlé, « Capacités politiques et politisation. Faire voter et voter, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles », *Genèses*, n° 67, 2007, p. 131-149 et *Genèses*, n° 68, 2007, p. 145-160. C'est, plus largement, la définition même du « peuple » qui est en jeu : Deborah Cohen, *La nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*, Seyssel, Champvallon, 2010.

<sup>6</sup> Sur l'ancrage municipal, par exemple, des travaux récents sont venus renouveler une problématique au long cours : Aude Chamouard, *Les maires socialistes dans l'entre-deux-guerres : une expérience*

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

communisme<sup>7</sup> –, il s'agit d'offrir ici, depuis le cas français, un aperçu historique du moment clef de la subjectivation du prolétariat dans la conscience historique occidentale : la révolution intellectuelle qui se déroule dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette révolution se caractérise par trois phénomènes imbriqués : l'entrée dans l'ère des organisations, l'invention du réformisme, et l'affirmation de l'élection historique du prolétariat. Ensemble, ils ont conditionné la naissance d'un âge du messianisme ouvrier qui correspond, par ailleurs, à un état bien particulier du capitalisme français, marqué par une industrialisation tardive, la lenteur de l'avènement d'une société assurancielle, et l'homogénéisation relative d'une classe ouvrière dont la « condition » est reconnue tardivement et vécue comme une subordination. Leur combinaison détermine l'ensemble des formes qu'ont revêtues les doctrines, les pratiques et les partis issus de la gauche politique et syndicale jusqu'au dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle.

Non que ces partis ne possèdent à leur tour leur autonomie propre dans ce cadre historique plus large. La naissance de toute organisation, dotée de formes et de statuts déterminés, est toujours, d'une certaine manière, une origine<sup>8</sup>. On ne saurait cependant accréditer les prétentions hégémoniques de ces organisations « ouvrières » concurrentes : il n'est plus possible, désormais, d'appréhender l'histoire du mouvement ouvrier depuis l'intérieur des histoires singulières au fil desquelles chacune d'elles s'autonomise en s'individualisant.

L'apparition, à partir des années 1870, de formes nouvelles d'organisation bureaucratique – la forme-parti et le syndicat – génère à la fois des pratiques politiques inédites et des débats intellectuels de vaste ampleur qui participent à la fondation de la sociologie historique des partis dont nous sommes encore tributaires. Le guesdisme, le syndicalisme révolutionnaire et le communisme sont de ce point de vue des modalités originales, des variations spécifiques d'un rapport nouveau à l'organisation, instauré par la période directement consécutive à la Commune de Paris. De manière concomitante, l'avènement de l'ère des organisations partisans et syndicales bouleverse en profondeur le rapport institutionnel du socialisme au pouvoir et à la démocratie.

---

*réformiste du pouvoir ?*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Marc Lazar, IEP de Paris, 2010 ; Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

<sup>7</sup> Catherine Leclercq, *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, thèse de science politique, sous la direction de Marc Lazar, IEP de Paris, 2008. La littérature sur les « ex »- socialistes n'est pas aussi riche, pour des raisons qui mériteraient d'être approfondies.

<sup>8</sup> « Dès qu'une idée, aussi fragmentaire soit-elle, a été réalisée dans le domaine des faits et de manière aussi imparfaite qu'on voudra – ce n'est pas l'idée qui compte dès lors et qui agit, c'est l'institution située à sa place, en son temps, s'incorporant au réseau compliqué et mouvant des faits sociaux, produisant et subissant tour à tour mille actions diverses et mille réactions. » Lucien Febvre, « Une question d'influence : Proudhon et le syndicalisme des années 1900-1914 », dans Lucien Febvre, *Pour une Histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962, p. 772-786, p. 785.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Le réformisme, c'est-à-dire une pensée et une pratique du changement social sanctionné par l'État<sup>9</sup>, s'est en effet élaboré historiquement comme une solution efficace à cette transformation institutionnelle fondamentale. Le fait est, cependant, que la revendication politique de cette étiquette s'est révélée souvent coûteuse à gauche : du fait de l'« habilitation républicaine pour le modèle révolutionnaire de changement<sup>10</sup> », les « réformistes » ont été tenus en lisière des organisations « ouvrières », alors même que les pratiques politiques de celles-ci, qu'elles s'inscrivent dans le cadre contraignant de la gestion municipale ou défendent par divers modes des « revendications immédiates », ont partagé avec le réformisme un objectif commun : l'amélioration de la condition économique et sociale du plus grand nombre.

C'est la montée en puissance du langage de classe qui modifie cependant l'extension de ce « plus grand nombre ». En ramenant le nombre à la classe, le socialisme accomplit et mutile à la fois la promesse démocratique : il l'accomplit parce qu'il promet un sort meilleur à ceux qui sont le nombre, mais il la mutile parce que la démocratie parle aux hommes en égaux. En cela, le socialisme en général entretient avec la démocratie une affinité élective historiquement construite<sup>11</sup>. On ne saurait négliger, cependant, que le marxisme, quels que soient ses mérites philosophiques, est une idéologie de la suppression du salariat, quand le XX<sup>e</sup> siècle en révolutionne les formes au travers de l'avènement de la société assurantielle. L'idée d'élection historique du prolétariat, dont la marxisation progressive et incomplète du discours de libération socialiste est un instrument privilégié, contient une ambiguïté mystérieuse qui n'a cessé de travailler le socialisme sous toutes ses formes.

## Socialisme et partitocratie

Le socialisme s'est montré relativement réceptif aux formes modernes d'organisation partisane et syndicale dont l'émergence est manifeste dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Les raisons en sont à la fois politiques, idéologiques et sociologiques. La domination du radical-socialisme a contraint les socialistes soit à en imiter les structures d'influence, soit à leur préférer au contraire des formes d'enracinement fondées non pas sur les patronages démocratiques et l'ancrage notabiliaire – ressources dont ils étaient à l'origine dépourvus – mais sur une relation égalitaire d'appartenance collective incarnée par la section. Cette préférence est conforme à un

<sup>9</sup> Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, 2007 (Gallimard, 1995), p. 516.

<sup>10</sup> Bernard Pudal, *Un Monde défait*, op. cit., p. 204.

<sup>11</sup> Romain Ducoulombier, « Socialisme et démocratie : une affinité élective », *Cahiers Jaurès*, n° 191, janvier-mars 2009, p. 69-104.

<sup>12</sup> Georges Haupt, « Socialisme et syndicalisme. Les rapports entre partis et syndicats : une mutation ? », dans Madeleine Rebérioux, Jean-Pierre Rioux (dir.), *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Éditions ouvrières, coll. « Le Mouvement social », 1981, p. 29-66 ; Raymond Huard, *La Naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1996.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

certain héritage à la fois révolutionnaire et conspiratif, mais aussi libre-penseur et maçonnique : les petites sociétés d'égaux, secrètes ou non, l'inspirent.

Le fonctionnement de la SFIO est finalement demeuré mixte. Si la section locale est le cœur du dispositif partisan socialiste, des pratiques de « patronage de réciprocité<sup>13</sup> » s'enracinent de manière d'ailleurs très profonde, surtout pendant la période de transition de la société d'assistance à la société d'assurance, prolongée en France<sup>14</sup>. Une évidente frustration s'est manifestée à l'égard du militantisme de section avant 1914 : il était accusé, déjà, de ne s'activer qu'avec les élections. Le choix – laborieux – de la cellule d'entreprise par les communistes devait ainsi contribuer à les distinguer, surtout après 1925, de leur adversaire social-démocrate. Il n'en reste pas moins que, située en principe dans l'usine et non dans le quartier, cette cellule se présente toujours comme une petite société d'égaux. Cette faveur donnée au militantisme, dont la gauche socialiste invente la formule moderne en France, convient à la fois à sa composition sociologique, à son ambition idéologique et à ses traditions imaginées : l'organisation de toute classe dominée suppose en effet la promotion et la consolidation d'un lien horizontal entre ses membres, dont la mise en œuvre appartient au processus de sa libération et permet d'en assurer la représentation par elle-même. La question des élites ouvrières est de ce fait une question centrale, et même obsessionnelle, du mouvement ouvrier organisé à partir du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

La réception de l'œuvre de Robert Michels<sup>15</sup>, qui suscite un débat nourri au début des années 1910 dans l'Europe socialiste, en est une preuve : si en effet, comme le souligne Hubert Lagardelle en 1912, la « loi de différenciation aristocratique » consubstantielle aux organisations est vraie, alors la thèse « commune à Marx et Proudhon, d'absorber le politique dans l'économique, d'éliminer l'État au profit des groupes sociaux » est fautive – et c'est l'espoir socialiste au sens large qui s'en trouve compromis<sup>16</sup>. Les organisations ouvrières françaises, particulièrement pauvres, ont exalté les méthodes prophylactiques qui permettaient de contraindre leurs élites à se conformer à la sociologie de leur base militante. L'ouvriérisme et l'ascétisme sacrificiel ont ainsi constitué deux solides piliers d'une éthique militante très prégnante dans les organisations ouvrières jusqu'au dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Ils constituent, ensemble, deux matrices fondamentales du communisme français<sup>17</sup>. La

<sup>13</sup> Frédéric Monier, *La Politique des plaintes. Clientélisme et demandes sociales dans le Vaucluse d'Édouard Daladier (1890-1940)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007, p. 82.

<sup>14</sup> Selon l'hypothèse de Didier Renard, citée dans *ibid.*, p. 40.

<sup>15</sup> Robert Michels, *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, traduction de S. Jankélévitch, Bruxelles, Éditions de l'université de Bruxelles, 2009.

<sup>16</sup> Hubert Lagardelle, « Revue critique : Zur Sociologie des Parteiwesens in der modernen Demokratie », *Le Mouvement socialiste*, juillet-août 1912, p. 136-139. Nikolai Boukharine avait exprimé la même inquiétude : « Si les socialistes peuvent être victorieux, le socialisme ne peut l'être » du fait que chaque classe secrète nécessairement des chefs. Nikolai Boukharine, *Historical Materialism. A System of Sociology*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1965 (1921), p.309.

<sup>17</sup> Romain Ducoulombier, *Régénérer le socialisme (1905-1925). Aux origines du communisme en France*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Marc Lazar, IEP de Paris, 2007, en particulier p. 37 et suivantes.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

reconnaissance de l'absolue nécessité de l'organisation suscite ainsi un large débat sur la possibilité même de la démocratie dans les partis. La démocratisation du parti, c'est-à-dire à la fois la transparence de ses pratiques et la désignation réellement élective de ses chefs, est un enjeu qui n'a aucunement perdu son actualité.

Elle est cependant distincte de la question plus générale des partis dans la démocratie. Selon Michels, en effet, l'impossibilité de la démocratie dans les partis impliquait l'imposture de tout régime démocratique. Moisei Ostrogorski, cependant, avait souligné avant lui que la question de la nature démocratique d'un régime politique donné ne se posait pas de l'intérieur des partis, mais à travers « l'étude des effets de l'action des partis sur un régime qui ne peut fonctionner sans organisations collectives<sup>18</sup> ». L'idée selon laquelle la démocratie est un État de partis (*parteienstaat*) avancée par Hans Kelsen est donc une donnée essentielle de l'histoire socialiste au XX<sup>e</sup> siècle<sup>19</sup>. Selon Kelsen, la reconnaissance constitutionnelle de l'existence des partis devait en effet permettre à ces « associations des individus politiquement les plus actifs » de remplir pleinement leur rôle de représentation du « peuple », assemblage disparate dont l'unité fictionnelle l'empêche d'être représenté autrement que par fractions. Kelsen ajoute d'ailleurs que « si la Constitution consacre l'existence des partis politiques, il devient également possible de démocratiser la phase de la formation de la volonté générale qui se déroule en leur sein<sup>20</sup> ». La démocratisation des partis politiques, qui est devenue aujourd'hui une exigence de citoyens politiquement actifs déçus par la sclérose bureaucratique des appareils, est donc une tendance longue de l'histoire de la démocratie des partis. L'acceptation de la compétition électorale périodique dans le but d'exercer le pouvoir n'est pas néanmoins une conquête qui va de soi. La manière dont le socialisme s'en est accommodé, au moyen de multiples mesures de contrôle des élus, demeure en fait mal connue.

La question ministérielle a constitué le verrou le plus solide à une intégration des forces politiques d'inspiration socialiste au jeu politique de la démocratie libérale. Elle a pesé, on le sait, dans le débat du congrès international d'Amsterdam en avril 1904, qui voit s'imposer la ligne guesdiste de refus de la participation grâce à une interprétation erronée du « révisionnisme » de Bernstein<sup>21</sup>. L'entrée de deux socialistes, Marcel Sembat et Jules Guesde, dans le gouvernement Viviani le 26 août 1914 réactive l'anti-ministériisme identitaire de la SFIO, bafoué par ceux-là même qui l'avaient édicté. Mais il faut distinguer avec soin la question ministérielle de l'adhésion à la politique de défense nationale : elle n'est acceptée par de nombreux parlementaires qu'en raison des conditions particulières de 1914, et se trouve discutée

<sup>18</sup> Pierre Avril, « Relire Ostrogorski », *Commentaire*, n° 60, hiver 1992-1993, p. 911-922, p. 921.

<sup>19</sup> Hans Kelsen, *La Démocratie. Sa nature – sa valeur*, préface de Philippe Raynaud, Paris, Dalloz, 2004 (1932), p. 20-21.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>21</sup> Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas, 1896-1914*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », 2007, p. 166 et suivantes.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

chaque fois qu'un vote sur cette question le permet<sup>22</sup>. Pendant le conflit, la tension devient maximale entre un pôle parlementaire et un pôle militant, identifiée par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg comme l'une des faiblesses constitutives de la SFIO d'avant-guerre<sup>23</sup>.

Le parlementarisme est, de toutes les institutions caractéristiques de la démocratie libérale moderne, celle qui mutile profondément l'idée de souveraineté du peuple et limite sans doute le plus l'exercice de la liberté individuelle : elle la réduit à n'être que l'exercice périodique d'un droit de suffrage<sup>24</sup>. Le socialisme, de ce point de vue, a entretenu un rapport privilégié avec toutes les critiques illibérales adressées à l'encontre de l'institution parlementaire ; l'aspiration à une démocratie directe, à l'utopie d'un peuple continuellement actif, tout à la fois législateur et magistrat, hostile à la délégation<sup>25</sup>, à la suppression de toute médiation entre le peuple et lui-même y trouve un terrain d'élection. Ce privilège s'est pourtant heurté, d'une part, à l'attachement précoce de la SFIO à l'institution parlementaire, dont elle s'est d'ailleurs efforcée de moderniser le fonctionnement. Marcel Sembat et surtout Léon Blum ont été, en France, les promoteurs convaincus du parlementarisme rationalisé<sup>26</sup>. Il s'est heurté, d'autre part, à la capacité de neutralisation des conflits de classe que recèle le parlementarisme, dans la mesure où, au sein d'un régime démocratique, « c'est par les normes générales de la conduite réciproque des individus que la collectivité sociale est vivante dans leur conscience<sup>27</sup> ». La persistance d'un vaste discours anti-oligarchique, antigouvernemental et anticapitaliste peut ainsi voisiner avec la pratique très assidue de la sollicitation parlementaire – même dans l'univers communiste – et un légalisme sourcilieux aiguisé par le sens d'une justice caractéristique de la République des dominés<sup>28</sup>.

## L'invention du réformisme

La persistance de cette culture ouvriériste, antiparlementaire et anti-oligarchique est le principal obstacle qu'a rencontré dès son origine la pensée réformiste. Son invention est une révolution majeure dans l'histoire du socialisme.

<sup>22</sup> Gilles Candar, « Les socialistes contre Clemenceau, tout contre », dans Romain Ducoulombier (dir.), *Les Socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expériences, 1914-1919*, Paris, L'Harmattan, coll. « Les Poings et les Roses », à paraître en 2010.

<sup>23</sup> Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Fayard, 2005, p. 50.

<sup>24</sup> Hans Kelsen, *La Démocratie*, op. cit., p. 30-31.

<sup>25</sup> Selon la définition qu'en offre Pierre Rosanvallon, *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, « L'univers historique », 2004, p. 14.

<sup>26</sup> Jérôme Michel, *Blum. Un juriste en politique*, Paris, Michalon, coll. « Le Bien commun », 2008, p. 86-91.

<sup>27</sup> Hans Kelsen, *La Démocratie*, op. cit., p. 42. Sur la proximité de Blum avec Kelsen, voir Jérôme Michel, *Blum*, op. cit., p. 77 et suivantes.

<sup>28</sup> Entendu dans le sens d'Edward P. Thompson, comme partie de l'« économie morale » des classes populaires françaises au début du XX<sup>e</sup> siècle. Edward P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, février 1971, p. 75-136, p. 79.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

Elle n'est certes pas sans origine. L'exigence de fondation scientifique du propos socialiste, partagée par le marxisme et par la sociologie durkheimienne<sup>29</sup>, a obscurci la question des apports théoriques du socialisme dit utopique. Le fait que ce dernier se soit élaboré au fil d'une longue période antépublicaine, à l'écart des assemblées délibératives, lui a ouvert une double carrière, à la fois spéculative et conspirative. Son originalité, sur son versant spéculatif, est d'imaginer une série d'institutions-modèles dont les dimensions, le fonctionnement et l'exemplarité devaient assurer le passage progressif à une société d'abondance et de bonheur, qualifiée de socialiste, parce qu'elle prend la forme d'une communauté idéale de producteurs. Ce recours à l'association contient en fait deux idées distinctes : à la fois la prétention à une auto-organisation du social hors de l'État, hors du pouvoir, voire contre lui<sup>30</sup>, et l'appel à une élite de la vertu ouvrière et socialiste, capable de contaminer par son exemple des hommes aliénés par leur milieu. L'idée qu'un micro-organisme social – du phalanstère au syndicat ou au soviet – puisse inséminer la société pour y faire fleurir le socialisme en est donc le principal héritage, et un obstacle à l'encontre de la rationalisation démocratique de l'idée réformiste. À la fin du siècle, la tension entre ces modes socialistes distincts de changement est maximale chez des hommes-charnière comme Charles Andler, adepte d'une énigmatique civilisation socialiste<sup>31</sup> et d'un socialisme d'État « qui pense que les choses sociales sont affaire de gouvernement<sup>32</sup> ».

C'est le réformisme qui ouvre grandes les portes de la démocratie au socialisme : il est le principal vecteur par lequel les idées socialistes peuvent parvenir à inspirer ou modifier son fonctionnement. De ce point de vue, le socialisme indépendant est, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un acteur majeur de cette révolution intellectuelle : « La République est la formule politique du socialisme, comme le socialisme est l'expression économique et sociale de la République », affirme ainsi Alexandre Millerand dans son *Socialisme réformiste français* en 1903<sup>33</sup>. Mais la restitution des origines de la pensée de ses représentants les plus connus – outre Millerand, René Viviani et Aristide Briand – demeure un front pionnier, du fait de l'opprobre persistant dont la pensée réformiste est l'objet depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Cette histoire est nationale, mais elle doit être aussi comparée, puisque les idées socialistes circulent et se déforment en circulant, pour s'adapter aux problèmes propres à chaque contexte national dans lesquelles elles s'intègrent. Aussi l'histoire

<sup>29</sup> Sur cette dernière, voir Christophe Prochasson, « Durkheim et Mauss lecteurs de Saint-Simon : une voie française pour le socialisme », *Cahiers Jaurès*, avril-juin 2006, n° 180, p. 5-20.

<sup>30</sup> Ce qui correspond à la définition du communisme selon Durkheim, bien que ce dernier ne range pas Fourier, Proudhon ni aucun des socialistes « utopistes » dans la catégorie du « communisme », qui n'est à ses yeux qu'une passion archaïque remontant au modèle de la cité platonicienne. Émile Durkheim, *Le socialisme. Sa définition – ses débuts. La doctrine saint-simonienne*, préface de Marcel Mauss, Paris, PUF, 1992 (1928).

<sup>31</sup> Charles Andler, *La Civilisation socialiste*, préface de Christophe Prochasson, Paris, Le Bord de l'Eau, 2010 (1911).

<sup>32</sup> Christophe Prochasson, « Sur la réception du marxisme en France : le cas Andler (1890-1920) », *Revue de synthèse*, 4<sup>e</sup> série, n° 1, janvier-mars 1989, p. 85-108.

<sup>33</sup> Cité par Robert Castel, *Les Métamorphoses...*, op. cit., p. 517.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

du socialisme européen revient-elle moins à comparer des « modèles » qu'à recomposer les réseaux intellectuels et militants au travers desquels les idées et les pratiques circulent et se propagent sous l'influence de l'action novatrice de groupes prosélytes.

Reste que la SFIO, telle qu'elle se constitue en 1905, s'est montrée hostile à tout « révisionnisme ». La répudiation de celui-ci au congrès international d'Amsterdam puis au congrès du Globe en 1905 a imposé un brutal coup d'arrêt à toute déclaration réformiste de principe. La défaite politique d'Albert Thomas en 1917 scelle le destin du premier réformisme français – un échec circonstanciel, qui n'était pas nécessairement programmé par le génome socialiste<sup>34</sup>. En 1920, les socialistes et les communistes ne sont plus d'accord que sur un point : repousser de leur mémoire l'expérience ministérielle de 1914-1919<sup>35</sup>. À partir de cette date, le réformisme socialiste continue de cheminer, au fil d'une existence semi-clandestine : il se replie sur le terrain municipal, ou emprunte les voies de la « lutte pour les améliorations quotidiennes » qui, tout en évitant le recours à l'étiquette réformiste, enferme le socialisme dans la logique démocratique. La phagocytose du parti par l'institution municipale en est une conséquence majeure : les effets sur son fonctionnement interne sont déterminants<sup>36</sup>.

## L'élection historique du prolétariat

L'acte d'élection de la classe ouvrière comme instrument de libération universelle est la troisième dimension de la révolution de l'idée socialiste de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. En soi, l'idée d'auto-émancipation du prolétariat n'est pas neuve à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : elle a commencé de se former dans les années 1840, chez des militant(e)s avancé(e)s comme Flora Tristan<sup>37</sup>. Elle n'est pas non plus une propriété exclusive du marxisme. L'idée capacitaire détournée au service de la classe ouvrière est une idée proudhonienne<sup>38</sup>. La difficulté, cependant, est d'en déduire, comme Proudhon d'ailleurs le soulignait, une « politique appropriée<sup>39</sup> ». Jaurès, face à Paul Lafargue comme à Jules Guesde, ne dit pas autre chose à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : si l'immense mérite de Marx est d'avoir « rapproché et confondu l'idée socialiste et le mouvement ouvrier », la théodicée marxiste ne peut servir de boussole pour déterminer une

<sup>34</sup> Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ?*, op. cit., p. 242.

<sup>35</sup> Vincent Chambarlhac, Romain Ducoulombier (dir.), *Les Socialistes et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008.

<sup>36</sup> Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2006, p. 42, 117 et 153.

<sup>37</sup> Flora Tristan, *L'Union ouvrière*, Paris, Chez tous les libraires, 1844 (1843).

<sup>38</sup> « Le problème de la capacité dans la classe ouvrière » s'est posé « de même dans la classe bourgeoise et autrefois dans la noblesse ». Pierre-Joseph Proudhon, *De la Capacité politique des classes ouvrières*, Paris, Librairie A. Lacroix et Cie, 1873 (1864), p. 41.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 43.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

« tactique de chaque jour<sup>40</sup> ». Pourtant, cette idée est restée, jusqu'aux années 1970, un pilier du militantisme de gauche. Son démantèlement progressif, jusqu'au coup de grâce que lui assène l'implosion de l'URSS en 1989-1991, devait refermer l'âge du messianisme ouvrier inauguré au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

La marxisation du discours de libération socialiste en est l'un des processus caractéristiques. Elle pose cependant des problèmes majeurs d'interprétation érudite et de méthodologie historique. L'identification de ses agents, les processus de diffusion de ses formules, mais aussi les modalités de leur élaboration – c'est-à-dire la sélection plus ou moins consciente opérée par les acteurs de ses contenus – en sont les principales difficultés. Son absence de linéarité aussi : le marxisme n'est pas hégémonique avant 1914. Le mouvement ouvrier français ne s'est que lentement ouvert à son influence. Ce n'est qu'avec l'avènement du communisme en 1920 – et la remarxisation du discours socialiste pour en affronter la dissidence – qu'une nouvelle version du marxisme, plus tard désignée sous le terme de marxisme-léninisme, a relancé un processus dont les résultats étaient réels mais limités. Le marxisme, par ailleurs, a pu légitimer aussi bien une pratique gradualiste d'exercice du pouvoir, qu'un recours immédiat à la « dictature du prolétariat » : c'est moins la lettre du texte de Marx, que la diversité de ses interprétations qui est en jeu.

Avant 1914, ce processus de transfert est l'œuvre de milieux socialistes d'abord minoritaires, en particulier les guesdistes, mais aussi d'intellectuels socialistes ou non, qui se confrontent aux traductions – qui se font moins rares à partir des années 1870 – ou au texte original de Marx et d'Engels, quand ils peuvent le fréquenter. Les passeurs, autrement dit, sont des agents bien déterminés de l'univers socialiste du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle : ils entretiennent d'ailleurs, pour certains d'entre eux, comme Charles Longuet ou Paul Lafargue, un lien familial avec les exilés de Londres<sup>41</sup>.

Les logiques qui les incitent à intégrer une part plus ou moins significative de l'outillage mental marxiste sont cependant distinctes. Elles peuvent correspondre à la recherche ou à la nécessité de la confrontation intellectuelle avec une doctrine d'interprétation scientifique du social-économique. La prétention scientifique du marxisme est une forme de sa séduction sur les intellectuels et les militants socialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais Marx demeure souvent un objet de curiosité parmi une multitude d'autres. Hors de l'univers guesdiste, la monomanie marxiste est rare. Marcel Sembat, qui revendique pour le socialisme l'étiquette marxiste, témoigne à l'égard des œuvres qu'il peut connaître du maître d'une curiosité limitée, voire marginale<sup>42</sup>.

Madeleine Rebérioux a identifié un « moment sorélien » de la pénétration du marxisme en France – entre 1892, date à laquelle Sorel se rend disponible à la vie

<sup>40</sup> Cité par Vincent Peillon, *Jean Jaurès et la religion du socialisme*, Paris, Grasset, coll. « Le Collège de philosophie », 2000, p. 234 et 237.

<sup>41</sup> Pour un aperçu synthétique et érudit, voir Gilles Candar, *Jean Longuet. Un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, PUR, 2007.

<sup>42</sup> Cela est très net pendant sa période de maturité. Marcel Sembat, *Les Cahiers noirs. Journal 1905-1922*, présentation et notes de Christian Phéline, Paris, Viviane Hamy, 2007.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

d'un intellectuel en marge, et 1908<sup>43</sup>. Les années 1890, véritable « assomption du socialisme<sup>44</sup> », occupent une place privilégiée dans la séquence 1870-1914 que nous avons tenté de caractériser. Le débat révisionniste, l'affaire Dreyfus et la question ministérielle s'entrechoquent alors même que les socialistes font leur entrée réelle au Parlement et que la II<sup>e</sup> Internationale se structure. Sorel est alors un passeur privilégié du marxisme, malgré sa marginalité dans l'univers socialiste : chez lui, en effet, le combat pour l'auto-émancipation des travailleurs oppose démocratie et socialisme, quand Jaurès, particulièrement après le congrès de Toulouse (1908), s'efforce de les réunir.

La logique est encore différente lorsqu'il s'agit, pour les guesdistes en particulier, d'élaborer les formules d'une « algèbre marginale pour les méprisés des cultures officielles<sup>45</sup> ». Jules Guesde lui-même a scellé une fois pour toutes son attitude devant le marxisme par sa lettre adressée à Marx en mars ou avril 1879 : rappelant d'abord le « désaccord » qui les avait opposés au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT), lorsque Guesde était proche de l'anarchisme jurassien, il convient avec Marx que « tout ce que vous exprimez dans votre lettre, je le pense – et je l'ai toujours pensé<sup>46</sup> ». Ce sont de telles formules qui devaient inciter Marx à refuser pour lui-même le titre de « marxiste », par un cruel trait d'ironie qui, sans cesse rabâché, a contribué à masquer l'entreprise délibérée d'hégémonie doctrinale engagée par Marx et Engels au sein du mouvement socialiste international dès l'époque de la I<sup>ère</sup> Internationale. Sans doute avaient-ils à se plaindre de ceux qui en ont été les relais, dans la mesure où les intentions de ces derniers n'étaient pas commandées par des motifs purement intellectuels, mais par des préoccupations politiques : la création et la formation d'un *leadership* ouvrier sous la forme – obsessionnelle en France – d'une élite du désintéressement.

En la matière, le syndicalisme révolutionnaire s'est montré capable d'offrir une méthode dont l'ouvriérisme et le refus de parvenir sont les valeurs cardinales. Ce refus, dont l'intransigeance est problématique dans toute organisation, nécessairement confrontée à la dialectique du servir et du parvenir<sup>47</sup>, dépasse largement les bornes étroites du syndicalisme révolutionnaire : il est omniprésent chez les communistes, et n'épargne pas l'univers socialiste de la vieille SFIO. Les crises successives de cette dernière – en 1920 comme en 1969 – en sont d'une certaine manière une conséquence : elle nourrit de manière récurrente le rejet de la notabilisation et les tentatives de relève qui ponctuent l'histoire socialiste.

<sup>43</sup> Madeleine Rebérioux, « La place de Georges Sorel dans le socialisme au tournant du siècle », dans Jacques Julliard, Shlomo Sand (dir.), *Georges Sorel et son temps*, Paris, Le Seuil, 1985, p. 37-52.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>45</sup> Selon l'expression remarquable de Marcel Sembat, qu'il emploie dès le milieu des années 1890. Marcel Sembat, « Les idéaux sociaux », manuscrit inédit, chapitre IV : « La méthode ou la discipline organique ». OURS, archives André Varagnac, 70 APO 2.

<sup>46</sup> D'abord publiée par Alexandre Zévaès dans son *Introduction du marxisme en France* (Paris, Marcel Rivière, 1947), elle est reprise dans les mêmes termes par Claude Willard (prés. par), *La naissance du Parti ouvrier français : correspondance inédite de Jules Guesde et Paul Lafargue*, Paris, Editions sociales, 1981, p. 43-36.

<sup>47</sup> Romain Ducoulombier, *Régénérer le socialisme*, op. cit., p. 23 & 732.

Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

La combinaison complexe de ces trois phénomènes – avènement des organisations, invention du réformisme et élection historique du prolétariat – nous semble fournir une clef d'accès à l'histoire socialiste à l'âge du messianisme ouvrier. La mort de la vieille SFIO à la fin des années 1960 en est l'une des charnières, bien qu'elle soit d'abord et avant tout la conséquence de la guerre d'Algérie mais aussi de l'affaiblissement de ses réseaux laïcs et syndicaux perceptible dès la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>48</sup>. Pourtant, cet âge d'or du socialisme ouvrier ne cesse de peser sur l'histoire de la social-démocratie française. La reconfiguration complexe du rapport du socialisme à la démocratie dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle continue, à un siècle de distance, à faire ressentir ses effets.

#### L'auteur

Agrégé et docteur en histoire, Romain Ducoulombier est enseignant au Lycée du Noorder à Grande-Synthe (59) et chercheur associé au Centre régional universitaire lorrain d'Histoire (CRULH) de l'université Paul-Verlaine de Metz. Il vient de publier *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France* (Perrin, 2010).

#### Résumé

Quand la classe ouvrière est-elle devenue un « sujet » de l'histoire ? Pour tenter de répondre à cette question, il faut dégager les trois phénomènes qui composent la révolution intellectuelle du socialisme entre 1870 et 1914 : l'entrée dans l'ère des organisations, l'invention du réformisme et l'élection historique du prolétariat. Le réformisme, en tant que mode de changement social et économique graduel sanctionné par l'État, tente de s'imposer alors même que le mouvement ouvrier français connaît son « assomption ».

#### Abstract

When did the French Labour movement become the “subject” of history, rather than its object? To answer this question, we must scrutinize the elements of the intellectual revolution undergone by socialism between 1870 and 1914 : the rise of bureaucratic organizations – parties and labour unions –, the invention of reformism and the historical election of the working class. Reformist ideas tried to inspire the French Labour movement while it was confronted with the mounting wave of revolutionary messianism.

**Mots clés :** communisme ; socialisme ; Marx ; révolution ; réformisme.

**Key words:** Marx ; communism ; socialism ; revolution ; reformism.

**Pour citer cet article :** Romain Ducoulombier, « Prométhée malgré lui : le prolétariat objet de réformes et sujet de l'Histoire, 1870-1914 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

<sup>48</sup> Gilles Morin, « Les socialistes et la société française. Réseaux et milieux, 1905-1981 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 96, octobre-décembre 2007, p. 47-62.